

La géographie et l'État : analyse critique de « The Canadian State : Political Economy and Political Power » de Leo Panitch (ed).

John Bradbury

Volume 22, numéro 56, 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021398ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021398ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Bradbury, J. (1978). La géographie et l'État : analyse critique de « The Canadian State : Political Economy and Political Power » de Leo Panitch (ed). *Cahiers de géographie du Québec*, 22(56), 293–300. <https://doi.org/10.7202/021398ar>

LA GÉOGRAPHIE ET L'ÉTAT

**Analyse critique de *The canadian state: Political economy and political power*,
Léo Panitch, Ed., Toronto, University of Toronto press, 1977**

par

John H. BRADBURY

Department of Geography, McGill University, Montréal, H3A 2A7

En 1977, les presses de l'université de Toronto publiaient en un volume une série d'essais sur la nature de l'État canadien, qui constituent un recueil remarquable, en ce sens que ces essais représentent un sommet parmi les récentes tentatives visant à présenter une analyse intrinsèque et radicale de l'économie politique dans l'État canadien; ce recueil est également remarquable si l'on considère le degré élevé de connaissances qu'on y relève dans chaque essai. Cette série poursuit de façon extraordinaire la longue tradition d'analyse de l'économie politique canadienne qui passe par les travaux de Innis, de Nelles, de Mathias, de MacPherson et de Fowke. Dans le présent volume, on assiste à un retour des connaissances fondamentales traditionnelles au Canada, alliées à un autre genre intellectuel, dérivé des récentes analyses marxistes des classes, du capital et de l'État dans le capitalisme contemporain; et c'en est sa principale force. Cette analyse s'attachera à l'étude des documents de cet ouvrage, reliés directement au développement économique dans l'État, étant donné que c'est l'un des principaux sujets d'intérêt pour les géographes.

Ce livre de 475 pages contient 15 essais écrits par 15 politicologues, sociologues et historiens canadiens et il est édité par Léo Panitch, lui-même professeur de science politique à l'université Carleton. La principale contribution de Panitch à ce recueil est une introduction sous forme d'essai dans laquelle il présente un résumé des récentes théories marxistes sur l'État. Il donne un aperçu des travaux de Miliband, de Poulantzas et d'O'Connor et les présente comme solution de remplacement des théories pluralistes. Par contre il évoque plus particulièrement la théorie de Miliband, alors que les 14 autres essayistes puisent leurs idées dans les trois théories. Tout au long du livre, on note une uniformité dans l'application de ces théories au contexte canadien; par contre on relève un certain degré de confusion en ce qui concerne les différences plus subtiles existant entre les diverses approches adoptées. L'éditeur aurait pu apporter les précisions nécessaires; le livre y aurait gagné.

Un autre critique a fait ressortir que ce recueil illustre ce qu'on appelle le «marxisme métropolitain»; c'est à dire que des modèles marxistes ayant vu le jour dans d'autres contextes, non canadiens, ont été simplement adaptés et appliqués au Canada. Cependant il est difficile de savoir si une telle remarque vise une méthodologie utilisant l'hypothèse a priori ou si elle marque une distinction réelle

entre la théorie inductive et la théorie déductive. Dans le recueil de Panitch le léger point faible que représente l'utilisation d'une théorie «métropolitaine» ne nuit pas à la compréhension des relations dans l'État, discutées dans les essais. On reconnaît volontiers qu'il y a encore beaucoup de travail à faire au Canada dans ce domaine, mais cet ouvrage en est une phase importante. Par contre la manière dont on s'y sert de cette théorie peut parfois être gênante. Chaque auteur élabore une théorie explicite et l'applique ensuite à une situation empirique. À plusieurs reprises, on reste sous l'impression que l'auteur s'est distingué dans l'élaboration de sa construction théorique et que, par la suite, il n'a pas su l'insérer convenablement dans l'analyse du sujet. Une bonne dialectique écrite n'est pas une chose facile à maîtriser.

On peut facilement classer les essais en cinq groupes traitant plus particulièrement des perspectives théoriques, du fédéralisme et des provinces, des structures de classe et structures de l'État, de politiques socio-économiques et enfin de contrôle social et d'idéologie.

Dans le chapitre d'ouverture, Panitch précise, dans son étude de théorie, que l'État a deux fonctions principales, aider le processus d'accumulation de capitaux et légitimer les réponses ainsi engendrées au niveau social et économique. Au chapitre de l'accumulation, l'État, suggère-t-il, a quatre tâches essentielles: 1) il doit créer un climat monétaire et fiscal favorable à l'expansion économique au sein de l'entreprise privée; 2) il doit couvrir les risques privés de la production corporative à l'aide de subventions et autres subsides; 3) il aide à la création d'un fonds commun d'une main-d'oeuvre ouvrière qualifiée et d'un ensemble structuré d'avantages sociaux; et 4) il procure les infrastructures physiques, ceci en vue de faciliter une accumulation de capitaux supplémentaire dans les sphères privées. Ce n'est pas une analyse radicale inhabituelle. Par contre ce que Panitch souligne, c'est qu'il existe au Canada des liens idéologiques de classe, distincts et identifiables, entre l'État, le capital privé, une bourgeoisie industrielle faible et une bourgeoisie financière forte. Alors que de telles relations de classe existent probablement dans d'autres constitutions de capitaux de monopole, Panitch suggère que l'idéologie et l'activité des deux bourgeoisies leur font jouer le rôle d'un intermédiaire entre la production régulière au Canada et le capital industriel étranger. Historiquement cette situation n'a pas produit l'effet escompté, bien au contraire; au lieu de créer une bourgeoisie indépendante viable, elle a donné naissance à une société sous la coupe de l'empire américain. Cette thèse s'oppose à celle de Naylor, par exemple, qui démontre que la dépendance canadienne découle d'une bourgeoisie financière assumant une fonction de «comprador» en servant de canal à la mainmise américaine sur l'industrie; tandis que Panitch, lui, soutient que la dépendance économique est due à l'action d'une bourgeoisie locale relativement autonome, mais qui se voit forcée de compter sur l'investissement américain pour favoriser l'accroissement de sa propre accumulation de capitaux. Ces divergences d'opinions ne reposent peut-être parfois que sur des nuances mais elles sont essentielles à la compréhension des différences entre les positions de la gauche et de la gauche nationaliste dans le Canada actuel. La principale différence se situe au niveau du degré de dépendance des diverses élites par rapport aux capitaux et au contrôle étrangers, de même que dans la mesure où l'État soutient ces positions. Cette question particulière exige de nouveaux travaux empiriques ainsi que d'autres discussions théoriques.

Clément, dans une contribution distincte, répond en partie au problème posé ci-dessus. Selon lui, la dépendance canadienne et le rôle subordonné de l'État proviennent d'une association entre les capitaux canadiens de la finance et du commerce et le capital industriel américain. Par «association», Clément entend les liens de structure et de classe existant entre les élites de l'État et les fractions de

la classe capitaliste; son principal argument est qu'au Canada la classe capitaliste et l'État sont étroitement liés. «Pour ce qui est de fractions de la classe capitaliste, de gros financiers canadiens et étrangers ont avantageusement utilisé l'appareil de l'État pour accroître leur propre puissance dans leur sphère respective de concentration, alors que l'on a souvent laissé des financiers nationaux plus petits se défendre seuls.»

Au cours des deux ou trois dernières années, Clément a travaillé sans parti pris, faisant oeuvre de pionnier et de façon encourageante. La plus grosse partie du document qu'il présente est un décompte élaboré des relations personnelles entre le monde corporatif et l'État. Des détails sur l'historique et la composition des comités consultatifs du gouvernement, des comités d'états chargés de la réglementation ainsi que sur le financement des partis politiques, apportent de l'eau à son moulin. Il faut cependant regretter qu'il n'y ait pas établi une corrélations systématique et détaillée entre les classes, les fractions de classe, les corporations et l'appareil de l'État, du genre de celle proposée par Poulantzas dans son livre intitulé «Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui». Sans un exposé soigné et détaillé de cette corrélation, des études comme celle de Clément ne peuvent que s'attacher à une «affinité générale» existant entre la classe dominante (et/ou des fractions de classe) et l'État, ce que fait Clément d'ailleurs. Malheureusement l'analyse de celui-ci tend parfois, dans la dernière partie de l'essai, à mettre en lumière l'individu au détriment des fractions ou des structures de classe. Et à ce niveau, une analyse peut facilement prendre la forme d'une théorie de conspiration, théorie que Clément lui-même rejette justement sans ambages.

Dans le document de Clément, comme dans les autres essais du recueil, il existe un certain nombre de vocables et de concepts dont le sens aurait pu être précisé et normalisé. Le chapitre d'introduction aurait pu présenter une définition claire et nette des notions de classe, de fraction de classe et de relation inter-classes. En outre, le lecteur aurait souvent apprécié une normalisation des diverses formes de capital et de ses fractions, mise au point qui aurait également eu sa place dans l'introduction. Même si des notions apparemment aussi simples que le «conflit d'intérêt» peuvent paraître évidentes ou «normales» à un observateur ordinaire, elles auraient mérité une définition claire et précise.

Stevenson, dans son essai intitulé «Federalism and the Political Economy of the Canadian State» (Fédéralisme et économie politique dans l'État canadien) et Milner, «The Decline and Fall of the Quebec Liberal Regime: Contradictions in the Modern Quebec State» (Déclin et chute du régime libéral au Québec: contradictions au sein de l'État québécois), discutent deux points importants au Canada, le fédéralisme et le provincialisme. Les deux essais tentent une analyse détaillée des manifestations régionales des intérêts de classe et d'État. Milner s'efforce de détruire la thèse «fallacieusement culturelle», voulant que les Québécois soient culturellement différents des autres Canadiens. Il soutient que cette forme de raisonnement laisse de côté les relations et les conflits de classe qui sont fondamentaux au Québec et dans le reste du Canada.

Il suggère que l'appareil de l'État est facilement identifié aux fractions de classe spécifiques; les fractions de classe correspondent aux intérêts de classe et les diverses institutions d'État sont responsables des différents intérêts de classe, tout en leur étant assujettis. Il expose cette théorie sous forme de tableau dans lequel il divise l'économie en trois secteurs, le secteur public, le secteur monopoliste et le secteur concurrentiel. Il complète ses coordonnées en faisant intervenir trois classes, la classe dirigeante, la classe moyenne (la bourgeoisie) et la classe ouvrière, chacune d'elles correspondant à un secteur économique qu'elle commande. Ce tableau est assez révélateur; par contre on aurait pu aller encore

plus loin en y insérant des données plus précises et plus détaillées, concernant les fractions et les intérêts de classe.

Le principal argument de Milner est qu'avec la croissance d'un capitalisme monopoliste, le Québec a vu apparaître une bourgeoisie d'État. La conjoncture englobant une bourgeoisie d'État, une classe ouvrière militante, le Parti québécois et le désir d'une indépendance nationale peut amener les conflits de classe au Québec à un niveau plus élevé. Milner prévoit qu'à un certain stade, le Parti québécois devra faire un choix et décider s'il maintient et satisfait les intérêts de la classe ouvrière ou s'il remanie les structures de ses propres fondements de classe pour s'associer aux intérêts d'un capital monopoliste.

Stevenson, lui, s'intéresse plus particulièrement à la structure du système d'État fédéraliste qu'il divise en trois phénomènes connexes: «L'État au niveau provincial», «l'État au niveau central» et «relations entre les deux, amenant parfois des conflits, parfois des liens de collaboration». Tout comme Milner, Stevenson envisage avec scepticisme la théorie s'appuyant essentiellement sur les différences ethniques et culturelles, pour expliquer les différences provinciales. Il laisse dans l'ombre les théories pluralistes de l'État en faisant ressortir les facteurs économiques qui contribuent aux «phénomènes politiques».

Le fédéralisme canadien, selon Stevenson, semble constituer une exception, face à une tendance généralisée à la centralisation et à l'érosion du pouvoir local dans les pays capitalistes avancés. O'Connor, que cite Stevenson, voit dans la centralisation vécue aux États-Unis une érosion graduelle du système fédéraliste traditionnel, remplacé par des groupements capitalistes monopolistes et un pouvoir exécutif central. En réponse à ce processus, qui selon toute apparence semble également prévaloir au Canada, Stevenson soutient que depuis une génération, les provinces ont connu un accroissement de leurs pouvoirs et de leur vitalité. «Elles ne se sont pas contentées de défendre leurs ressources et leurs pouvoirs acquis, contre le gouvernement central; elles ont même pris l'offensive et cherché à faire pencher la balance en leur faveur». Dans un contexte historique, il démontre que la pénétration des capitaux américains a créé un ensemble d'économies provinciales hautement spécialisées reliées entre elles de façon assez lâche par une association fédérale (cf. Cy Gonick). Cette forme de fédéralisme est soutenue par l'existence de fractions de la classe dirigeante qui entretiennent un intérêt dans le renforcement des provinces, par rapport à Ottawa; d'où les liens qui sont maintenus entre les contrôles provinciaux sur les ressources, et les éléments de la classe dirigeante régionale (cf. Davis).

Il est vrai que ce sont d'intéressantes conclusions, seulement elles laissent plusieurs questions sans réponse. Par exemple, sur quelles bases l'Ontario est-il devenu la zone centrale dominante du Canada, sur le plan industriel et des produits manufacturés? Quels sont les relations entre les mécanismes de l'État fédéral et le capital étranger? En quoi ces relations diffèrent-elles de celles existant entre les États provinciaux et le capital étranger? Et l'on pourrait même poser une question encore plus fondamentale: quelles sont les causes, historiques et au niveau des systèmes, du développement hétérogène que connaît le Canada? Est-ce dû à l'existence d'un État fédéral qui se plie aux exigences du capital industriel, ou cela vient-il d'une pénétration et d'un contrôle directs, effectués par un investissement étranger direct qui tend à diminuer les pouvoirs du gouvernement central du Canada? S'il y avait eu entente fédérale-provinciale en ce qui concerne les pouvoirs de l'État, aurait-on vu cette même disparité de développement?

Cet essai est très intéressant et porte à la réflexion, il est bien construit et donne à son thème central valeur d'argument. Cependant, étant donné que l'un des thèmes de Stevenson est basé sur les effets à plus ou moins long terme de la pénétration du capital étranger, on aurait pu s'attendre à y trouver une explication

plus détaillée de la manière selon laquelle classes, corporations et institutions d'État, au Canada et aux États-Unis, exercent cette forme de pénétration et de domination, en d'autres termes une explication basée sur la théorie de l'impérialisme.

L'apport de Pratt à ce recueil, constitue un essai tout aussi intéressant. Intitulé «The State and province-building: Alberta's development» (L'État et une province à bâtir: la stratégie de développement de l'Alberta), il trace un portrait très net de l'Alberta dans les années soixante-dix, sous un gouvernement provincial conservateur. À certains égards, son exposé rejoint et complète celui de Stevenson en ce sens qu'il constate l'existence d'une bourgeoisie régionale forte, composée d'entrepreneurs hommes d'affaires, de professionnels urbains et d'administrateurs publics, qui est semi-indépendante face au contrôle central canadien. Les objectifs de cette «classe naissante sont de renforcer son contrôle de l'économie albertaine, de réduire la dépendance de l'Alberta face à des forces politiques et économiques extérieures et de diversifier l'économie provinciale avant que les ressources en pétrole et de gaz naturel déjà entamées ne soient totalement épuisées». Ce groupe, essentiellement conservateur, a découragé l'État de pratiquer une sorte d'interventionnisme par le biais de la propriété publique, lui préférant une forme d'association avec le secteur privé par entreprises corporatives et à participation. En second lieu, la montée d'une classe des affaires régionales, a encouragé et renforcé une forme de nationalisme économique régional grâce auquel l'Alberta va devenir une seconde zone-clé au Canada. Et enfin, cette stratégie de développement est dirigée contre le secteur régional central canadien, à savoir l'axe Toronto-Montréal.

Pratt met l'accent sur le fait que l'État albertain est de type interventionniste. Seulement on doit se demander en quoi il est interventionniste. Ce gouvernement provincial ne fait pas plus preuve d'interventionnisme que celui d'obédience «Crédit Social», de W.A.C. Bennet, entre 1950 et 1972. Bennet aussi avait pour stratégie de rivaliser avec le gouvernement central du Canada pour ce qui était de promouvoir le développement de cette province et sa pénétration par diverses formes de capitaux. Il encourageait également diverses associations, de type entreprise à participation ou autres, avec les corporations privées. Il est un fait remarquable aujourd'hui, en Colombie-Britannique, c'est que le développement économique et la propriété des ressources et des forces productives ne sont pas moins dépendants du capital étranger qu'ils ne l'étaient dans les années cinquante.

Pratt déclare: «Ce serait une grave erreur que de soutenir que le gouvernement Lougheed est tout simplement l'instrument du capital extérieur»; mais à longue échéance cette affirmation pourrait s'avérer trompeuse. Car il est possible que la forme et le degré de développement connu actuellement soient en fait dictés pour la classe dirigeante possédant capitaux et ressources. À moins que l'État n'ait accès au capital et puisse contrôler les développements en tenant les rênes des multinationales de l'industrie pétrolière, le degré d'indépendance attribué à l'État et à la bourgeoisie régionale pourrait bien n'être qu'une situation intermédiaire temporaire. Pratt devrait réfléchir à la déclaration de Poulantzas selon laquelle l'État n'est pas un objet, mais un ensemble de relations qui apparaissent clairement au niveau des rapports de classe et des politiques gouvernementales. De même, le fait d'attribuer une autonomie à l'État, s'il ne lui dénie pas le pouvoir de décréter des politiques et d'accomplir ses fonctions d'accumulation et de légitimation, ce fait, dis-je, laisse entendre que la poursuite de projets de développement peut être réalisée sans tenir compte du capital monopoliste. Il est possible que ce qui donne à l'État albertain l'illusion d'une autonomie, tient au fait que de gros capitaux soient investis dans le pétrole et autres ressources de l'Alberta; et actuellement l'État remplit allégrement le rôle que le capital veut lui voir jouer.

Pratt termine son article en discutant du processus d'inégalité du développement, disparité qui règle certains des problèmes soulevés par la présente argumentation. Il dit par exemple: «dans un contexte capitaliste, où la distribution régionale de l'industrie est une question abordée essentiellement en fonction du principe du profit maximum, la tendance normale, en ce qui touche l'industrie, l'activité économique et la richesse, consiste en une concentration autour des centres de croissance; et pour ce qui est du taux de croissance de la prospérité et de l'activité économique dans ces centres, elle vise à ce qu'il soit plus rapide que la distribution de croissance dans les zones périphériques». Une telle assertion, accompagnée de considérations sur la nature de l'accumulation de capitaux, aurait très bien pu servir d'introduction à cet essai. Malgré les protestations de Pratt à l'effet que cet essai ne constitue qu'une ébauche d'analyse, le texte en est bien écrit et la dialectique serrée. Les commentaires présentés ici n'ont pour but que de répondre à son «invitation à un débat ultérieur».

En dernier lieu, nous verrons l'essai de David Wolfe «The State and Economic Policy in Canada, 1968-75» (L'État et la politique économique au Canada, de 1968 à 1975). Wolfe offre un bon exemple de la théorie de l'État développée par Offe et O'Connor, selon laquelle c'est l'État qui remplit les principales fonctions reliées à l'accumulation et à la légitimation. Comme d'autres auteurs ayant abordé les mêmes thèmes, Wolfe souligne le rôle qualitativement étendu qu'a assumé l'État depuis la seconde guerre mondiale (cf. Gough). Il relève les méthodes employées par l'État dans les pays capitalistes avancés, pour assurer le maintien de conditions favorables à une accumulation profitable de capitaux. Ces actes ont eu pour conséquence de «réduire les risques et conséquences d'un marché aux opérations libres, à la fois pour le capital et pour la main-d'oeuvre».

Aujourd'hui, selon Wolfe, il existe un important conflit social, portant sur la distribution des salaires et des ressources. Cette situation a été amenée par l'intermédiaire de l'État et de la croissance de grosses corporations multinationales. Si on parle de classes, les intérêts de l'État et des corporations se rejoignent; chaque corporation fait montre d'une espèce de loyauté face à l'État auquel elle est reliée, et réciproquement. Allant plus loin, Wolfe estime que le «corps gouvernemental mère» détient un droit élémentaire à la loyauté des corporations, et ce pour trois raisons: le siège social des compagnies tombe sous sa juridiction; il existe d'ordinaire une étroite relation entre la gestion corporative et la bureaucratie d'État; la plus grande partie de l'actif des compagnies est en général situé dans la «mère-patrie». Ces trois points sont plus ou moins exacts mais dans certaines situations ces trois facteurs peuvent agir de façon contraire. Au Québec, par exemple, les sièges sociaux de compagnies présumées loyales à la province ont annoncé leur intention de la quitter. De même les agissements de l'INCO, à Sudbury, en Ontario, laissent à penser que la compagnie est loyale envers l'accumulation de capitaux et la survie et l'accroissement de cette corporation, mais pas nécessairement envers l'État ou le secteur local. D'ailleurs tout le processus d'accumulation de capitaux et d'internationalisation du capital, en vigueur aujourd'hui dans les multinationales, révèle que les mouvements financiers indépendants des frontières nationales et le manque de loyauté envers l'État sont monnaie courante (Cf. Drache et Palloix).

Une addition utile à l'analyse de Wolfe serait une structure théorique qui permettrait l'analyse des correspondances existant entre les diverses formes du capital et les actions et politiques particulières de différents mécanismes d'État. Par exemple: quelle est la réponse de l'État face au capital non-monopoliste, au capital marchand ou au capital commercial, ou encore au capital foncier? Quelles actions entreprend l'État en réponse aux besoins d'accumulation du capital de la finance internationale, en particulier lorsque ce capital peut être entaché de déloyauté, en ce sens qu'il peut subir un mouvement vers un autre État national? Ce qui, de nos

jours, est une question très épineuse. Comme les autres essais de ce recueil, ce document est très bien construit et il est le fruit d'une recherche poussée.

Quelle valeur peut représenter ce livre pour le géographe? La perspective théorique est de celles qui procurent un aperçu très utile des domaines traditionnels de la géographie, soulevant un grand intérêt et invitant à la recherche. On y comprend, entre autres, l'impact des dépenses publiques, des politiques de l'État et de l'infrastructure industrielle sur le développement régional et sur les changements dans l'environnement visuel. En second lieu, l'approche adoptée par Panitch et ses co-auteurs offre aux géographes l'occasion d'éclairer d'un jour nouveau les modèles traditionnels d'action gouvernementale. On ne peut nier que la géographie politique, la géographie régionale et le développement économique relèvent de droit des géographes; cependant, depuis quelque temps, ces domaines semblent vouloir glisser entre les mains des experts en développement régional, en science politique et en économie du développement. Par le passé, les enseignements de Ratzel, de Mackinder et d'autres géopoliticiens ont dominé ces champs d'étude, mettant l'accent sur les théories évolutionnistes de Darwin et de Spencer appliquées à l'État. Mais de telles notions, de même que les théories du déterminisme géographique sont tombées dans l'oubli. Le livre analysé ici permet au géographe de prendre part à une édification théorique concertée et à des études empiriques, face à l'État en action.

Comment construire une théorie géographique de l'État? Sous sa forme la plus simple, cette élaboration pourrait s'effectuer ainsi. L'État a de fait les fonctions et d'accumulation et de légitimation. Il existe des liens de classe entre les mécanismes de l'État et l'entreprise privée; la croissance de l'entreprise et la continue expansion de l'accumulation de capitaux exigent des lois, une légitimation, ainsi que des infrastructures physiques et sociales. L'État investit des capitaux dans le but de créer ces infrastructures et, en retour, veille à ce qu'il y ait accumulation; et il renforce le processus d'accumulation par ses taxes, ses droits perçus et les fonds publics.

Dans le contenu théorique et réel du livre de Panitch, la plus grosse lacune jusqu'ici est, de toute évidence, une explication soutenue de la manière dont les dépenses de l'État sont directement liées au processus d'accumulation, au sein de diverses fractions et circuits du capital. C'est là que réside le noeud d'une contribution possible à la théorie géographique de l'État. La base d'une telle théorie sous-entend des modes d'investissement dans des circuits particuliers du capital et dans des secteurs spécifiques de l'économie. En facilitant, en appuyant même, l'écoulement du capital vers certains secteurs et en créant des zones de croissance par l'investissement de capitaux publics, l'État peut énormément influencer la durée de circulation du capital (de l'investissement à la rentrée des profits). Ce qui, en termes de développement régional et urbain, signifie que certaines formes du capital, par exemple le capital foncier, le capital immobilier ou le capital industriel, peuvent déterminer la mise en place de services, d'usines ou d'opérations dans des régions ou des secteurs physiques où l'État a, soit investi, soit incité l'investissement d'autres formes du capital. Et l'inévitable question se pose, à savoir pourquoi l'État investit dans certaines zones ou certains secteurs industriels et pourquoi le capital lui-même choisit telle ou telle zone ou ville comme secteur d'investissement. Ces questions-là peuvent être étudiées à la lumière du grand principe voulant que le but de tout investissement de capital soit l'obtention d'une plus-value, d'intérêts et de profits. De cette façon le rôle de l'État devient particulièrement vital là où l'on peut influencer la durée de circulation et le taux de rentabilité.

Le critique ne peut éviter d'exprimer ses propres intérêts, de faire état de ses préférences personnelles. Les commentaires exposés ici n'ont pour but que de

féliciter Panitch et ses collègues et d'ouvrir la porte à une discussion positive et profitable.

RÉFÉRENCES

- DAVIS, A.K. (1972) Canadian Society as Hinterland Versus Metropolis. *Studies in Canadian Social History*, Ed. M. Horn and R. Sabourin, Toronto, McClelland and Stewart.
- DRACHE, Daniel (1977) Staple-ization: A Theory of Canadian Capitalist Development, in *Imperialism, Nationalism, and Canada*, Ed. C. Heron, Toronto, Hogtown Press, p. 15-33.
- GONICK, Cy (1975) *Inflation or Depression* Toronto, James Lorimer.
- O'CONNOR, James (1974) *The Corporations and the State*. United States, Harper Colophon Press.
- PALLOIX, Christian (1975) *L'internationalisation du Capital*. Paris, Maspero.
- POULANTZAS, Nicos, (1974) *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*. Paris, Maspero.